

Les numéros précédents d'*Interventions*
peuvent être lus sur le site de *Temps critiques* :
<http://tempscritiques.free.fr/>

Interventions #13 – mars 2018
Grève et “besoin de grève”

Interventions #11 – mars 2013
Flexisécurité à la française

Interventions

#14 – novembre 2019

MAIS POURQUOI LES PENSIONS ?
LES GRANDS HÔTELS, C'EST
TELLEMENT MIEUX.

À PROPOS DES RETRAITES

Temps critiques

Temps critiques

site : <http://tempscritiques.free.fr/>

blog : <http://blog.tempscritiques.net/>

Correspondance postale

Revue *Temps critiques*

11, rue Chavanne

69001 LYON

Correspondance électronique

tempscritiques@free.fr

Abonnement

Écrire en précisant votre nom, prénom et adresse complète.

Pour 2 numéros (y compris suppléments et hors-séries)

– abonnement simple : 15 € (port compris)

– abonnement de soutien : à partir de 35 €+ *Interventions*

Chèque à l'ordre de Jacques Wajnsztein

11, rue Chavanne / 69001 Lyon

particularités et ce fut un point acquis, non sans difficultés. Mais cela n'a pas entraîné que tous (les autres forces sociales) rejoignent les Gilets jaunes, alors que la situation courant décembre semblait pourtant propice. Qu'attendre alors de ceux qui nous ont laissés seuls en rase campagne parce qu'ils n'étaient pas « chauds » pour le combat, ou parce qu'ils ne nous pensaient ni aptes, ni surtout dignes, non seulement à le mener, mais à le conduire ? Pas grand-chose, d'autant que les Gilets jaunes ne forment plus un réceptacle significatif⁶. Le pire n'étant jamais sûr, nous pouvons espérer que ce qui a été semé depuis au moins deux ans, et tout particulièrement pendant ces douze derniers mois, donnera des germes pour autre chose, mais ce sera autre chose.

Temps critiques, 16 novembre 2019

6 – Nous nous en sommes expliqué sur le blog de *Temps critiques* dans les textes « Clap de fin » [<http://blog.tempscritiques.net/archives/2231>] et « Discontinuité ou fin du mouvement des Gilets Jaunes ? » [<http://blog.tempscritiques.net/archives/3212>]

Risquer le pas de côté, être où le pouvoir ne nous attend pas disions-nous. L'épreuve de force, oui, mais pas pour défendre des « acquis » dont on a toujours l'impression qu'ils sont ceux des autres et dont on voit de moins en moins pourquoi on devrait les défendre puisqu'ils n'apparaissent plus comme le « modèle social » à atteindre, mais une survivance du passé. S'affirmer contre : l'allongement de l'âge de la retraite ou de la durée de cotisation, mais ne pas être pour un système mis en place en 1945 dans le programme du CNR qui préserve encore certains, mais dans un cadre devenu trop étroit et obsolète de par une « révolution du capital⁴ » qui prolétarise aux marges de ce cadre un nombre croissant d'individus qui ne forment même plus une « armée industrielle de réserve », mais bien plutôt, tendanciellement, des « sans réserve » (la paupérisation sans la prolétarianisation).

En tant qu'anciens participants au mouvement des Gilets jaunes⁵, nous ne pouvons préjuger de ce que sera l'attitude de la grande majorité de ses protagonistes qui s'est aujourd'hui mise en retrait. Toutefois, on ne peut s'interdire d'en faire un bilan, au moins provisoire. L'expérience magnifique que nous avons vécue ne doit pas nous cacher l'impasse à laquelle nous en sommes arrivés progressivement. Nous avons globalement mal estimé le rapport des forces en présence, que ce soit celui qui nous opposait à l'État et à ses corps constitués, que celui qui nous a fait vainement rencontrer d'autres forces sociales, hermétiques à nos pratiques et discours ou cherchant à les instrumentaliser.

L'unité cherchée dans le « Tous Gilets jaunes » a eu une valeur plus métaphorique que politique parce qu'elle est restée à usage interne. Tout participant au mouvement était Gilet jaune quelles que soient ses

4 – « Après la révolution du capital. Notes de présentation » (édition revue et augmentée) : [<http://tempscritiques.free.fr/spip.php?article394>]

5 – De fin novembre 2018 au 5 septembre 2019, par exemple au sein du *Journal de bord* (cf. *Blog de Temps critiques*).

MAIS POURQUOI LES PENSIONS ? LES GRANDS HÔTELS, C'EST TELLEMENT MIEUX*. À PROPOS DES RETRAITES

PRÉMISSE THÉORIQUE

Que l'on doive mourir est bien certain. Mais que l'on doive toujours tenir par la main la sœur misérable de la mort, c'est-à-dire la vie forcée, et bien ceci ne semble pas du tout inscrit dans le prétendu ordre naturel. Pourtant, même des syndicalistes de gauche du type de ceux de Solidaires ou des chercheurs dits engagés¹ présentent la réforme des retraites que le gouvernement Macron tente d'imposer comme allant à l'encontre du « désir de libération installé dans la tête des gens ». C'est pourtant une pauvre idée que celle qu'ils défendent. Elle revient à défendre « une part de paradis » qu'il faudrait faire grandir. Passons outre à la référence religieuse d'un paradis sur terre, en dehors de toute perspective millénariste, et arrêtons-nous sur ce qu'ils nous proposent pour atteindre cet objectif. N'est-ce pas le maintien de la séparation entre d'un côté la « mort douce » qui prévaut bien souvent dans l'obligation et la répétitivité du travail salarié et de l'autre ce qui serait une « libération » dans une sorte d'attente pacifiée d'un reste de vie

* – Titre d'un tract italien des années 1990, repris dans *Temps critiques* n° 9 (automne 1996) [<http://tempscritiques.free.fr/spip.php?article217>]. Les auteurs du tract jouaient ici sur le double sens du terme italien *pensione* qui signifie à la fois retraite et petite auberge ou petit hôtel en étage où on a l'impression d'être hébergé dans une famille. Il nous sert aujourd'hui de prétexte et de base à de nouveaux développements quitte à ce que nous en repreneions ici librement certains passages.

1 – Éric Beynel et Alessandro Stella dans *Lundi matin* n° 315.

arraché à la société du capital². N'est-ce pas cette séparation-là justement qui est en question ici parce que besoin de retraite ne correspond pas forcément à désir de « paradis » si ce dernier signifie inutilité sociale et ennui de vivre ? N'est-ce pas cela qui fait craindre la retraite à beaucoup sans pour cela qu'ils en abandonnent le droit et qu'ils ne le défendent ?

Ce n'est donc pas la réforme des retraites qui est en jeu, mais toute une conception de la vie et des rapports sociaux à une époque où ceux qui aspirent à quitter le monde du travail croisent ceux qui ont du mal à y entrer et qui ne s'y précipitent pas non plus de façon forcenée.

Cette situation, des langues romanes l'expriment avec une grande cruauté. Pour exprimer la période de la vie au-delà du travail, les français disent « retraite » (le retrait de la vie active) et celle-ci donne droit à « pension », une dénomination qui la distingue du revenu du travail. Pour les italiens « *pensione* » fait allusion à ces petites chambres louées dans les villes pour ceux qui n'ont pas les moyens de se payer l'hôtel et à ces auberges misérables de vacances où le « tout compris » (la « pension complète ») représente déjà un drôle de paradis sur terre, bref une antichambre de la retraite...

On s'est tellement habitué à ce mode de vie que l'actuel débat sur la « restructuration » des pensions n'a étonné personne. Le paradoxe ne réside pas, comme les belles âmes du progressisme veulent nous le faire croire, dans le cynisme de sévir contre les plus faibles (ici, en France, il s'agit en priorité de s'attaquer aux régimes spéciaux qui constitueraient

2 – Comme nous le disions en 2003 dans un texte de *Temps critiques* intitulé « Retraites à vau-l'eau et vies par défaut, contre le capital : assaut ! » : « Dans notre société vieillissante et hédoniste la retraite apparaît comme la chance d'une nouvelle vie, au-delà du travail, comme un retournement de la critique en acte du travail menée par les ouvriers/prolétaires des années 1960-1970 en un combat par défaut pour affirmer que notre existence ne se réduit pas au travail ». [<http://tempscritiques.free.fr/spip.php?article179>]

salariés des transports ont encore le pouvoir de bloquer les flux, mais cela n'a pas empêché l'échec de la dernière grève à la SNCF. Les Gilets jaunes, malgré les occupations de ronds-points et les tentatives de blocage de plateformes, s'y sont aussi cassé le nez. Et nous ne pensons pas que brandir le qualificatif de « reconductible » soit à la mesure des enjeux si cela ne s'accompagne pas d'un pas de côté par rapport à ce qui est attendu aussi bien par l'État que par les syndicats. Profitons de l'expérience récente des Gilets jaunes qui ont essayé d'élargir le champ stratégique de la lutte à l'ensemble des conditions de vie et pas seulement de travail et à l'ensemble de la population (« l'urgence sociale ») et pas seulement aux travailleurs. Dans cette perspective, affirmons notre exigence d'une existence humaine prise comme fin, contre leur exigence à eux, celle du travail contraint et de la retraite comme service rendu.

COMMENT FAIRE MOUVEMENT ?

Briser la logique d'ensemble du capital ne peut se faire abstraitement et la lutte sur les retraites peut servir de pied de biche pour enfoncer un coin dans la logique même de la retraite (travailler plus aujourd'hui pour gagner autant demain, si ce n'est moins) et donc contre le caractère insensé d'un travail à la fois imposé (perdre sa vie à la gagner) et refusé à tous ceux qui ont des difficultés à s'insérer dans le monde du travail ou bien qui en sont éjectés/rejetés. Mais il faut que cette brèche permette non pas l'habituelle arlésienne de « la convergence » des luttes séparées respectant leurs pré-carrés et leurs pratiques respectives, mais la remise en question de tous les rapports constitutifs du rapport social : travail/capital, travail/revenu, travail/activité, social/politique, local/global, rapport à la nature. Montrer par là que ça vaut le coup de se « mouiller », de sortir du calcul égoïste des coûts et avantages et donc de l'intérêt immédiat qui tend à prévaloir aussi bien parmi les individus atomisés qu'au sein des organisations traditionnelles de la classe ouvrière.

LUTTE CONTRE ET MOUVEMENT

Le fait est que les individus précarisés — et ils sont de plus en plus nombreux dans ce cas, aussi bien au sein de la fonction publique avec la nouvelle diversité des statuts, que dans le secteur privé avec « l'ubérisation » du travail et le développement de la sous-traitance — le ressentent de façon plus ou moins confuse aujourd'hui que le « senti » semble servir d'ersatz à l'ancienne « conscience » (de classe ou politique). Mais peut-être que depuis la lutte contre le projet de « loi-travail » et le mouvement des Gilets jaunes, ressentent-ils plus ou mieux que tout cela se joue ou se trame non seulement dans leur dos, mais sur leur peau. Et alors cette colère sourde, qui, jusqu'ici, s'est exprimée en grèves spontanées, en incidents de manifestations ou cortèges de tête, risque de faire des vagues, de bouleverser des institutions qui apparaissent d'autant moins sacro-saintes aujourd'hui qu'elles sont en crise (autonomie de la justice, schizophrénie des forces de l'ordre, école tournant à vide, syndicats dépassés par le soulèvement des Gilets jaunes qui s'étend jusqu'au rejet/refus des représentants politiques, du Parlement et de la Constitution).

Or voilà que pour mettre une digue préventive, discutant d'inepties, les « partenaires sociaux » jouent leur rôle attendu respectif comme si tout était rentré dans l'ordre ou plus exactement comme si rien ne s'était passé. Chacun à sa place et pas de surprise ; on s'épie, on fourbit ses armes, on intrigue en coulisse. Le premier ministre reconnaît que « ça va tanguer », mais qu'il faudra « tenir ». Bref, l'ancienne lutte des classes transformée en conflit social dans la société capitalisée. Soit la grève générale comme soupape de sécurité pour éviter toute mauvaise surprise même si personne n'y croît. Principe de précaution.

COMMENT ÉCHAPPER À CE DEAL IMPLICITE ET MORTIFÈRE ?

Dire non à la grève générale ? Bien au contraire, mais en tenant compte du fait que nous ne sommes plus dans les années 1960-1970, celle des grandes forteresses ouvrières et des blocages de la production. Certes les

des régimes à avantages indus), mais d'abord d'alléger les charges de l'État et ensuite et surtout de préparer le terrain pour une action plus générale dans le secteur privé avec la remise en place autoritaire du principe de travail (plus que de la valeur-travail en berne) ; du travail comme discipline quand le travail n'est justement plus au centre de la valorisation.

Tout cela au nom de l'insoutenable alibi de la nécessité de la réforme pour assainir une économie qui serait « malade » de ses dysfonctionnements, de ses niches fiscales et corporatistes, de ses avantages acquis, alors que la « maladie » est dans le rapport social capitaliste lui-même. Dans sa forme « avancée », il maintient et crée sans cesse de nouveaux secteurs à l'activité aliénée, qu'elle le soit sous la forme classique du travail salarié ou sous les formes plus récentes de l'autoentrepreneuriat. Des activités souvent regroupées dans ce qu'on appelle les services et dont on se demande toujours plus ou moins en quoi elles sont nécessaires socialement surtout maintenant qu'elles sont en bien plus grand nombre que les activités productives au sens strict du terme. C'est que nous sommes dans une société qui tend à capitaliser toutes les activités humaines et rend le jugement de valeur sur le « nécessaire » parfaitement arbitraire. En effet, tout le travail est nécessaire au capital dans sa tentative de dépasser ses caractères productifs ou improductifs et cette prémisses semble acceptée par tout un chacun qui considère ses besoins comme illimités à travers une richesse produite toujours croissante et le développement estimé globalement positif des nouvelles technologies. Se battre pour « le paradis » de l'après-travail c'est reléguer à l'arrière-plan le fait que tous les présupposés matériels et intellectuels pour une vie riche et agréable sont déjà présents. Mais à ces possibilités, les pouvoirs en place, à quelque niveau que ce soit (capital, personnel politique ou syndical, médias) opposent une résistance féroce à travers l'organisation de la rareté par la création continue de nouveaux produits. Le corps humain privé de sa force de travail sans que le travail aliéné ne soit supprimé revient au premier plan comme objet de

l'utopie capitaliste (« l'utopie-capital » disait Giorgio Cesarano) étendant les formes de l'administration dans chaque pli de la vie collective (ce que nous appelons la société capitalisée) et bien souvent au nom de la liberté... d'individus à la fois atomisés et particularisés.

Dans une société où tout est paradoxe parce que la société capitalisée englobe les anciennes contradictions qui permettaient la révolte/révolution unitaire pour en faire des « en même temps » non dialectiques³, il n'est pas du tout étonnant que, du paradoxe, il ait été fait une arme de contrôle de l'administration du Pouvoir.

LA RÉFORME DES RETRAITES

Le paradoxe se dévoile quand les marionnettistes télévisés du gouvernement et leurs opposants, syndicaux ou politiques, constituant leur image inversée, discutent avec animation pour savoir combien d'années de contribution de prévoyance seront nécessaires ou suffisantes pour « jouir » d'une pension pleine ; où s'il est plus juste de retarder l'âge légal de la retraite alors que plus aucun chef d'entreprise ne veut garder les « seniors » et a fortiori les embaucher ; ou quelle doit être la durée des cotisations sachant que la contrainte précédemment citée oblige à mixer le régime actuel de cotisations avec celui de capitalisation puisqu'il sera de plus en plus difficile de partir à taux plein, ce qui aboutira à une augmentation des inégalités et de la précarité ; ou enfin, dernière nouveauté, s'il est nécessaire de refonder le système entier dans le cadre « égalitaire » de la retraite par points. L'État, et le patronat qui guette en coulisses les futures opportunités, continuent en réalité à extorquer sueur et intelligence pour cacher l'horrible vérité : la fin du prétendu progrès social et la stagnation constante de l'existence humaine admi-

3 – De ce point de vue Macron est vraiment *the right man at the right place* et son socle idéologique dépasse largement son socle électoral, ce que les Gilets jaunes ont appris à leurs dépens.

nistrée par un ensemble de pouvoirs qui ne sont utiles qu'à eux-mêmes. Un élément que le mouvement des Gilets jaunes a su dévoiler en acte sans pour cela passer par les arcanes de la (dé)formation politique.

Pourquoi alors ce conflit entre les gouvernants et les syndicats ? Ils pourraient se mettre d'accord simplement en se regardant en face, mais sans face à face, sachant qu'ils raisonnent à partir du même champ économique-social et parfois même conceptuel (produire national, œuvrer à garantir une bonne productivité, défendre l'outil de travail). Non, au contraire, nous voici à la grève générale sans que soit posées toutes ces questions sans que personne n'ose dire que nous sommes arrivés à la forme la plus dégueulasse d'exploitation qui soit, celle qui ne repose même plus sur l'extraction de plus-value quand la valeur s'est autonomisée du procès de travail (« l'évanescence de la valeur »), mais qui continue d'un côté à présupposer le travail et la soumission de la force de travail et de l'autre produit son inessentialisation et son caractère surnuméraire.

Une grève générale donc, mais pourquoi ? Pour s'asseoir à une table de négociation parce que, comme disaient les syndicats italiens à la fin des années 1990 « Nous sommes tous favorables à une réforme des pensions, mais il y a manière et manière ». Le gouvernement Macron l'a bien compris qui, après avoir cherché la provocation du passage en force, cherche maintenant, là encore l'effet Gilets jaunes, à désamorcer la « bombe » du 5 décembre et la possible grève reconductible dans les transports. Il se livre alors à un tri dans la force de travail potentielle au sein de ses propres services ou entreprises diminuant les effectifs d'un côté (cheminots et postiers, hospitaliers) pour les augmenter de l'autre (police) et séparant les régimes spéciaux de retraite entre justifiés (police encore et armée, ces corps qui lui servent de derniers recours pour faire appliquer des réformes ou mesures menées à la hussarde) ou injustifiés (ceux où la main-d'œuvre n'est considérée que comme un coût pour l'État, tels les personnels de l'hôpital public).